

Quasi-accord sur les prépensions

■ Les partenaires sociaux veulent conclure ce mardi. Le MR les prend de court.

Un accord entre les partenaires sociaux sur les prépensions pourrait être annoncé ce mardi après-midi. Selon la présidente du Groupe des 10, Michèle Sioen, une solution concernant les personnes de moins de 60 ans est à portée de main. *"Nous espérons conclure les derniers détails" ce mardi, disait-elle lundi soir. "Nous avons encore quelques questions pour le gouvernement."*

Le "no comment" syndical semblait confirmer la thèse de l'accord. Tout comme le positionnement du MR...

Le Groupe des 10, qui réunit représentants patronaux et syndicaux, se retrouvait lundi à 16h, essentiellement pour négocier des adaptations aux mesures du gouvernement sur les prépensions. Depuis le 1^{er} janvier, toute personne touchant le chômage avec complément d'entreprise (la prépension, donc) doit rester disponible sur le marché du travail jusqu'à 65 ans. Une seule

exception : ceux qui avaient atteint l'âge de 60 ans au 1^{er} janvier dernier en sont dispensés.

Recours devant le Conseil d'Etat

Avant cette date, la dispense de recherche d'un emploi concernait aussi des personnes de 58 ans, voire 56 ans, en fonction de la durée de leur carrière. Le changement de législation a eu pour effet que certains prépensionnés ont dû à nouveau être disponibles sur le marché du travail. Notamment d'anciens travailleurs de Ford Genk et Arcelor-Mittal. Cet effet rétroactif est inacceptable pour les syndicats. Qui, lundi, ont introduit une requête en annulation devant le Conseil d'Etat contre la mesure du gouvernement.

Patrons et syndicats auront vraisemblablement décidé de laisser tomber l'effet rétroactif – condition sine qua non pour que les syndicats retirent leur recours. Dans ce cas, seuls les futurs prépensionnés devront rester disponibles sur le marché du travail jusqu'à leurs 65 ans.

Lundi, vers midi, une communication du MR donnait corps à cette voie, tout

en prenant les partenaires sociaux de court. *"Concernant la réforme du régime de chômage avec complément d'entre-*

prise, le MR plaide pour un ajustement de la mesure, notamment lorsqu'elle impose aux travailleurs déjà prépensionnés et âgés de moins de 60 ans au 31 décembre 2014 de rester disponibles sur le marché de l'emploi. Le Conseil du MR suivra avec intérêt les propositions du Groupe des 10 en la matière." Les libéraux auront sans doute eu des garanties venant des patrons avant de faire cette sortie...

Va donc pour un accord ? Y compris sur d'autres points, comme la disponibilité des chômeurs âgés ? Réponse dans la journée.

A. C.

"Le MR plaide pour un ajustement de la mesure."

COMMUNICATION DES LIBÉRAUX

à l'issue du bureau de parti.

Le MR rassure encore sur son côté social et veut faire oublier le "Kublagate"

Il y a une constante libérale depuis l'été dernier, alors que les négociations "suédoises" menées par Charles Michel et Kris Peeters battaient leur plein : les réformateurs veulent absolument et systématiquement rappeler leur engagement social. C'est notamment le MR qui avait fait accepter à Bart De Wever une sorte de pacte social qui visait à engager la N-VA à respecter quoi qu'il arrive les procédures de concertation sociale du modèle belge. Depuis que le gouvernement fédéral a été mis en place, le Premier ministre Charles Michel et le président des libéraux Olivier Chastel n'ont jamais raté une occasion de rappeler aux médias que la coalition "suédoise" est sociale, que le MR est attaché à la sécurité sociale, que le saut d'index sur les salaires est "corrigé" socialement pour les personnes les plus

fragilisées, etc. Un vrai cortège de déclarations depuis des semaines, pas besoin d'être un très fin politologue pour le voir.

Et donc voilà, à nouveau, les libéraux qui donnent des gages à l'électorat francophone : le MR s'est déclaré sans ambages en faveur du saut d'index sur les loyers (ce qui n'est pas, *a priori*, favorable aux

propriétaires) et en faveur d'une révision de mesures concernant les prépensions (demande des syndicats). Par cette communication, le MR se repositionne au centre de l'échiquier politique mais donne en même temps de l'oxygène au partenaire CD&V qui risque en permanence d'être isolé sur le plan socio-économique. Or, avec des démocrates-chrétiens sous pression, c'est toute la coalition qui pourrait vaciller. Le

CD&V est la clé de voûte de Michel 1^{er}.

Reprendre la main médiatique

Mais ce n'est pas tout : la com' du MR ce lundi matin visait aussi à faire oublier le plus vite possible la très mauvaise semaine que les réformateurs viennent de connaître avec l'incarcération de Serge Kubla dans une sombre histoire de pots-de-vin en Afrique et avec les nouvelles accusations contre le bourgmestre d'Uccle, Armand De Decker, dans une histoire fort suspecte concernant le milliardaire belgo-kazakh Patokh Chodiev. En prenant les commentateurs de court par une prise de position très tranchée sur le plan social, le MR tente aussi de reprendre la main sur l'agenda médiatique.

F.C.